

Le gouvernement grec de "gauche radicale" vient de procéder à sa première privatisation exigée par la Commission européenne

24 avril 2015 : LE GOUVERNEMENT GREC DE « GAUCHE RADICALE » PRIVATISE LE PMU GREC ΟΔΙΕ (« ODIÉ »)



On aurait presque eu tendance à l'oublier mais le sketch du gouvernement Tsipras et de la "gauche radicale" Syriza n'est toujours pas terminé. Il est vrai que la duperie ne trompe plus grand monde et que les plus récents développements sont en train de doucher les derniers espoirs des irréductibles qui croyaient encore à une "Autre Europe, l'Europe des travailleurs".

On a en effet appris aujourd'hui, 24 avril 2015, que le régime d'Alexis Tsipras a réalisé... sa première privatisation. La Grèce a bouclé la privatisation des droits des paris hippiques, qui avait été lancée par le gouvernement précédent, en les cédant pour 20 ans à une filiale de la société greco-tchèque de paris sportifs OPAP.

C'est l'Agence grecque de privatisations ("Taiped") qui a annoncé cette transaction, qui devrait rapporter la maigre somme de 40,5 millions d'euros à Athènes, une goutte d'eau par rapport à la dette publique grecque de 317,094 milliards d'euros, soit 177,1 % du PIB.

En réalité, la "révolution" du gouvernement de "gauche radicale" Syriza, après 3 mois de cris et de gémissements, est en train d'accoucher d'une souris. En matière de privatisations par exemple, elle s'est contentée de... changer le directeur de l'Agence des privatisations.

L'ancien directeur, nommé par la précédente coalition de droite, a été changé au profit d'un certain Sterios Pitsiorlas, proche d'Alexis Tsipras. Lequel Sterios Pitsiorlas vient de se féliciter publiquement de cette privatisation du PMU en ces termes :

"Nous avons achevé une difficile dénationalisation (...). L'objectif du Taiped est la poursuite de l'activité hippique à Markopoulo [commune à 50 km d'Athènes] dans les conditions lui assurant son développement".

Ainsi donc, le PMU grec, - une société baptisée "Odie" -, a été cédée à la filiale de l'OPAP, Ippodromies A.E. Cette société était elle-même une ancienne entreprise contrôlée par l'État et l'une des plus profitables du pays. Elle avait été privatisée en 2013 au bénéfice du consortium gréco-tchèque Emma Delta pour un prix de 652 millions d'euros. (source : <http://www.romandie.com/.../Grece-cession-des-pari.../587341.rom>)

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
Rappelons que, pendant la campagne présidentielle et depuis son élection, le gouvernement de "gauche radicale" Syriza avait dénoncé les privatisations d'actifs publics en les qualifiant de "bradage" de la fortune de l'État.

Seulement voilà : comme Alexis Tsipras avait totalement exclu de faire sortir la Grèce de l'Union européenne et de l'euro, il est bien obligé de passer, contraint et forcé, sous les fourches caudines des gardiens de cette prison des peuples.

Comme tout observateur sensé pouvait le prévoir, la pression des créanciers du pays – Union européenne et Fonds monétaire international (FMI) – n'a pas faibli un seul instant et ils exigent que le gouvernement d'Athènes mène à bien les ventes prévues par le gouvernement précédent, et cela afin d'obtenir le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide financière.

Après des négociations de marchands de tapis et des scènes de crise dignes de la commedia dell'arte, le gouvernement de "gauche radicale" a fini par céder sur le principe en acceptant ce qu'il avait promis, juré, craché, de ne pas faire : brader le patrimoine public du peuple grec.

Toute honte bue, il a ainsi annoncé à ses créanciers qu'il allait reprendre les privatisations du gouvernement précédent et a en particulier annoncé qu'il allait vendre le port du Pirée, près d'Athènes, le port le plus important du pays, alors qu'il n'avait pas eu de mots assez durs pendant la campagne électorale pour dénoncer cette perspective.

Pour sauver encore un tantinet les apparences, le ministre des finances, Yanis Varoufakis - ancien professeur à l'université du Texas - a indiqué qu'il tablait sur 1,5 milliard d'euros de revenus de privatisations pour 2015, contre 2,2 milliards prévus dans le budget du précédent gouvernement. Façon de dire que la "gauche radicale" privatiserait un peu moins que la droite ultra-libérale.

Mais seul l'avenir dira si ce montant est respecté et il n'est pas interdit de penser que Syriza, de reniement en reniement, finira peut-être par privatiser davantage que la droite... cela ne serait pas sans précédent, comme on le vit en France notamment.

En attendant, Yanis Varoufakis a tenu à rassurer une nouvelle fois les marchés financiers ce 24 avril. Lors d'une énième réunion des ministres des finances de la zone euro tenue à Riga (Lettonie), le ministre des finances européen de "gauche radicale" a lancé que "Comme Européens, nous n'avons pas le droit de ne pas arriver à un accord." ([source](#))

On ne saurait mieux dire que, pour Syriza, le maintien de la Grèce dans la zone euro et la poursuite de la prétendue "construction européenne" passent avant tout le reste.

Que les 2/3 des jeunes Grecs de moins de 25 ans soient au chômage, que 28% des Grecs de tous les âges le soient aussi, que le nombre de suicides ait été multiplié par 2 ou 3 en 5 ans, que la pauvreté fasse des ravages, que des dizaines de Prix Nobel d'économie et d'économistes à travers le monde aient conseillé à la Grèce de sortir de l'euro au plus vite, tout cela n'est au fond que des questions secondaires par rapport au fait de se plier aux diktats venus de Washington, Bruxelles, Berlin et Francfort.

Sacrée "gauche radicale" !

Conclusion

Ces informations venues d'Athènes doivent être méditées par tous les électeurs et électrices français(es) qui ont voté, aux élections présidentielle, législatives et européennes en faveur du Front de Gauche ou du NPA, dont le premier au moins s'est montré comme un soutien inconditionnel de Syriza.

En diabolisant la seule solution libératrice qu'est la sortie de l'UE par l'article 50, en interdisant même toute réflexion sur cette hypothèse, et en entretenant au contraire, depuis de nombreuses années, la chimère d'une "Autre Europe, une Europe des travailleurs", Jean-Luc Mélenchon et Olivier Besancenot, escroquent la bonne foi de millions de nos compatriotes, tout comme Cécile Duflot, Eva Joly, Daniel Cohn-Bendit et José Bové escroquent la bonne foi de milliers d'électeurs écologistes.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Tout comme EELV, le Front de Gauche et le NPA sont des partis-leurres et leurs dirigeants servent en réalité les intérêts de ceux-là mêmes qu'ils prétendent combattre.